

WANTEDD

**POLITIQUES RESPONSABLES,
MOYENS ACCEPTABLES**



**Cahier de revendications du secteur des
Écoles de Devoirs**

publié en vue des élections du 26 mai 2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION

..... P. 3

NOS REVENDECATIONS :
« WantEDD : POLITIQUES
RESPONSABLES, MOYENS
ACCEPTABLES ! »

..... P. 4

N° 1 – Emploi : Maintien de l'emploi
existant + 1 emploi via le décret EDD par
EDD, par Coordination régionale et pour
la Fédération

..... P. 5

N° 2 – EDD : une enveloppe spécifique
pour la formation des animateurs-trices
et coordinateurs-trices en EDD

..... P. 7

N° 3 – EDD : une enveloppe spécifique
« 15-18 ans »

..... P. 8

N° 4 – EDD : création d'un fonds
infrastructures

..... P. 9

N° 5 – Débat de fond à mener : respect
de l'Art.78 du Décret Mission de
l'Enseignement

..... P. 10

**CONCLUSION : RENDEZ-VOUS
APRÈS LES ÉLECTIONS**

..... P. 12

Le secteur des EDD, ce sont :

+ de 17.000 enfants

Plus de 17.000 enfants et jeunes, âgés de 6 à 18
ans, fréquentant régulièrement une EDD

359 EDD

359 EDD sont reconnues par l'ONE
au 31 décembre 2018

7.500 euros

7.500 euros par an et par EDD de subside
octroyé par l'ONE (subside médian)

1 enfant sur 40

Près d'1 enfant sur 40, scolarisé en Fédération
Wallonie-Bruxelles, est inscrit dans une EDD

3.600 personnes

Le secteur EDD, c'est plus de 3.600
animateurs-trices et/ou coordinateurs-trices,
dont 49 % de volontaires



EDD... MILLE LIEUX DE VIE

Les Écoles de Devoirs jouent un rôle essentiel et original dans l'accueil des enfants, en transition entre l'école et le milieu de vie habituel des enfants. En développant à la fois des activités de soutien scolaire et des activités d'animation des enfants, elles contribuent à leur éducation et à leur épanouissement. Elles accueillent les enfants sans discrimination, notamment ceux qui connaissent des difficultés sur le plan social, économique et/ou culturel ou face à la maîtrise imparfaite de la langue française par leurs parents.

Exposé des motifs – Décret relatif à la reconnaissance et au soutien des EDD, 2004.

C'est souvent par cette expression que l'on présente la diversité et la complexité du secteur des Écoles de Devoirs (EDD). Et pourtant, au travers de ces "Mille lieux de vie", les EDD gardent pour même objectif de proposer à l'enfant et au jeune un lieu d'accueil, d'écoute, d'accompagnement et de soutien pour construire son avenir.

Afin d'accompagner les enfants et les jeunes, les EDD mettent en place quatre missions, définies par le Décret EDD (2004). Ces missions visent à favoriser le développement intellectuel de l'enfant, notamment par l'accompagnement aux apprentissages ; le développement et l'émancipation sociale de l'enfant, notamment par un suivi actif et personnalisé, dans le respect des différences, dans un esprit de solidarité et dans une approche interculturelle ; la créativité de l'enfant, son accès et son initiation aux cultures, par des activités ludiques, d'animations, d'expression, de création et enfin, l'apprentissage de la citoyenneté et de la participation.

Dans l'accueil d'enfants primo-arrivants ou le soutien de familles fragilisées, dans l'accompagnement des apprentissages (scolaire, citoyen, social) et le développement de projets de participation, les équipes pluridisciplinaires, composées de salariés et de volontaires, révèlent une diversité de compétences et d'expériences multiples et variées. Elles développent un travail d'adaptation constante aux besoins rencontrés par le public, mais également aux contraintes environnementales très diverses des EDD.

L'envers du décor...

Il ne faut cependant pas se voiler la face, à terme, sans moyens supplémentaires, notre secteur est voué à disparaître, alors que nos missions et notre rôle sont reconnus et considérés comme nécessaires.

La motivation est pourtant plus que présente dans ce secteur où la moitié des travailleurs agit de manière volontaire et où l'autre moitié travaille généralement sous des contrats précaires, y compris ceux conclus sur le long terme.

Ce n'est pas non plus une question de fréquentation. Bon nombre de nos structures sont débordées et ne savent pas répondre à la demande de leur quartier.

Quant à la professionnalisation du secteur, elle est au cœur de nos préoccupations depuis des années. En plus du parcours professionnel de chacun, des brevets d'animateur et de coordinateur en EDD sont dispensés depuis 2007. Une offre de formations continues est également mise en place chaque année pour suivre l'évolution du secteur et des situations auxquelles sont confrontées les équipes.

Aujourd'hui, l'énergie déployée et la motivation des équipes ne sont plus suffisantes et le quotidien est mis en péril par le manque de moyens, tant financiers qu'humains. Les maigres sources que nous sollicitons se tarissent, sans pour autant que nous puissions trouver d'autres pistes, d'autres leviers à actionner.

Face à ces incertitudes grandissantes, nous revendiquons des politiques responsables qui investissent réellement dans la jeunesse, par un soutien engagé aux associations et aux secteurs qui accompagnent les jeunes !

**Aujourd'hui, les manques au sein de notre secteur sont criants...
et nous crions nos revendications !**

NOS REVENDICATIONS

WantEDD : politiques responsables, moyens acceptables !

Pour continuer et déployer l'accompagnement des 17.000 enfants accueillis quotidiennement, le secteur des EDD revendique des moyens pour les EDD, des moyens pour les adultes de demain !

POUR LE SECTEUR

- le maintien des emplois existants + un emploi par EDD, par Coordination régionale et pour la Fédération.....**revendication n°1**

POUR LES EDD

- 1 subside spécifique pour la formation des animateurs-trices et coordinateurs-trices en EDD.....**revendication n°2**
- 1 subside pour les 15 - 18 ans.....**revendication n°3**
- des aides pour les infrastructures.....**revendication n°4**

UN TRAVAIL DE FOND SUR L'ÉCOLE

- un débat de fonds à mener sur le respect de l'Art. 78 du Décret Mission de l'Enseignement pour le bien-être des enfants.....**revendication n°5**

EMPLOI

Maintien de l'emploi existant + 1 emploi via le Décret EDD par EDD, par Coordination régionale et pour la Fédération

Pour les EDD

Constats et réalité du terrain

- **augmentation croissante** de la demande de places en EDD
- **listes d'attente** dans 2/3 des EDD
- le **subside EDD octroyé par l'ONE** (7.500 euros en moyenne) **ne représente que 5 % des subsides nécessaires** au fonctionnement d'une EDD dans la moitié des cas
- **aucun emploi octroyé** via le Décret EDD (ni pour la coordination, ni pour l'animation)
- **49 % de volontaires** au sein des équipes
- Plus de la moitié des prestations effectuées en EDD sont financées (directement ou indirectement) par des aides à l'emploi. **A Bruxelles, près de 40% des travailleurs sont subventionnés en tout ou en partie par le mécanisme ACS. En Wallonie, 54% dépendent des APE.**
- **multiplication des sources de financement** suscitant une lourdeur administrative difficilement prise en charge par l'équipe
- **disparité entre les EDD** à missions identiques mais statuts différents en fonction des différents types de PO
- **manque structurel de personnel** sur le terrain
- **turnover** très grand des équipes (statuts précaires et salaires peu attractifs ; difficulté de pérenniser les projets)

Enjeux et questions à venir

- Comment se projeter dans l'avenir quand plane sur le secteur la crainte d'une réforme APE et ACS qui pourrait être dévastatrice et voir le secteur disparaître ?
- Comment répondre à la demande croissante sans augmentation de moyens ?
- Comment assurer l'animation, la coordination et la recherche de subside sans poste assuré via la reconnaissance EDD ?
- Comment répondre aux missions d'un décret, si ce même décret ne débloque pas de moyens cohérents ?
- Quelle perspective pour les enfants qui, chez eux, n'ont pas accès à des loisirs, à un accompagnement privé et à une ouverture culturelle et citoyenne, mais qui ne trouvent pas de place en EDD ?

Pour les Coordinations régionales et la Fédération

Constats et réalité du terrain

- manque structurel de personnel pour continuer à répondre pleinement aux missions attribuées aux Coordinations régionales et à la Fédération du secteur
- nécessité de prioriser les missions, en fonction du nombre restreint d'ETP
- professionnalisation du secteur
 - développement effectif des formations initiales et continues
 - développement du panel de formations en fonction des compétences nécessaires au travail en EDD
 - manque de temps pour accompagner le changement sur le terrain
- augmentation des demandes d'orientation du public vers une EDD existante
- augmentation du nombre d'EDD ces dernières années
 - augmentation d'accompagnement des EDD sur le terrain, parfois situées à des centaines de km du siège de la Coordination régionale ou de la Fédération
 - augmentation des demandes d'accompagnement pour la création de nouvelles EDD



Enjeux et questions à venir

- Quelle cohérence entre les missions données par décret et le nombre d'ETP octroyés ?
- Comment accompagner durablement les EDD qui rencontrent toujours plus de demandes, de situations complexes sans dégager des emplois pour collaborer au développement du secteur en lien avec les missions du décret ?
- Comment déployer la professionnalisation d'un secteur sans y consacrer de moyens supplémentaires ?

Notre demande

- Assurer au secteur le maintien des aides à l'emploi telles qu'elles existent aujourd'hui et la consolidation des celles-ci
- Subventionner un poste ETP, via le Décret EDD, pour chaque EDD subventionnée par l'ONE, pour chaque Coordination régionale et pour la Fédération

La multiplication des sources de subventionnement engendre une série de conséquence dont « une addition de contraintes et de lourdeurs administratives difficilement compatibles avec les ressources des associations (...). Chaque dispositif impose un mode d'introduction de la demande différent, dans un calendrier différent, auprès d'instances différentes. (...) Les subventionnements pour des périodes temporelles courtes sont inconfortables et empêchent les EDD de se projeter sereinement à long-terme. »²

2. Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJAJ), Écoles de Devoirs : État des lieux des réalisations, des projets et des enjeux (2008-2011 FWB), 2012.

EDD

Une enveloppe spécifique pour la formation des animateurs-trices et coordinateurs-trices en EDD

Constats et réalité du terrain

- **Complexité du travail en EDD** qui demande une foule de compétences et une préparation adaptée
- **Manque de temps** au sein des équipes (en dehors du temps d'animation : préparation des animations, formations, gestion administrative des multiples demandes de subsides) pour pouvoir continuer à se former
- **Les problèmes de remplacement et le coût** des formations sont pointés comme étant, en plus du manque de temps, un des freins à la formation des équipes en EDD

Enjeux et questions à venir

- Comment répondre aux missions d'un décret en assurant la formation du personnel (salarié et/ou volontaire), si ce même décret ne débloque pas de moyens cohérents ?
- Comment payer des formations à son équipe avec un subside de 7.500 euros par an ?



Notre demande

Octroi d'une enveloppe budgétaire spécifique pour la formation d'animateurs-trices et coordinateurs-trices en EDD qui permettra de couvrir le coût de la formation, le défraiement des volontaires et le remplacement éventuel de l'animateur-trice et/ou du coordinateur-trice en formation.

EDD

Une enveloppe spécifique « 15-18 ans »

Constats et réalité du terrain

- le Décret reconnaît que les **EDD sont des structures ouvertes aux enfants de 6 à 18 ans**
- **aucun subside** n'existe pour l'accueil des jeunes de **15 à 18 ans**
- **53 EDD**³ minimum accueillent des jeunes entre 15 et 18 ans
- ce **public précis** demande un accompagnement spécifique (problématique du décrochage scolaire, questions liées à l'adolescence)
- une **demande croissante** pour cette tranche d'âge concernant le soutien aux apprentissages



Enjeux et questions à venir

- Quelle est la cohérence des politiques quand la mission fixée par décret stipule une tranche d'âge et que les moyens octroyés ne couvrent pas la tranche d'âge complète ?
- Quid de l'accompagnement des jeunes entre 15 et 18 ans au niveau des apprentissages (scolaires, sociaux, citoyens) ?
- Quid des moyens à mettre en place pour répondre à la spécificité de cet accompagnement (formations, compétences, matériel, projets) ?



Notre demande

Octroi d'une enveloppe budgétaire spécifique à cette tranche d'âge liée au portefeuille du ministre de la jeunesse

3. Nombre d'EDD accueillant la tranche 15-18 ans, répertoriées en 2010-2011 – Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, Écoles de Devoirs : Etat des lieux des réalisations, des projets et des enjeux (2008-2011 FWB), 2012.

EDD

Création d'un fonds infrastructures

Constats et réalité du terrain

- le **subside EDD** octroyé par l'ONE (7.500 euro en moyenne) **ne représente que 5 % des subsides nécessaires** au fonctionnement d'une EDD dans la moitié des cas
- les **normes sécuritaires et d'hygiène se renforcent**, pour le bien-être de l'enfant
- **aucun subside spécifique** pour suivre les évolutions des normes
- **augmentation croissante de la demande** de places en EDD
- **manque de locaux**
- sollicitation plus importante des locaux existants (usure plus rapide des infrastructures)
- la mise en place par les EDD de systèmes de découpage horaire (par tranche d'âge ou par nombre d'enfants)



Enjeux et questions à venir

- Comment répondre aux exigences liées aux normes sécuritaires et d'hygiène pour les infrastructures sans moyens mis à disposition ?
- Quel soutien structurel pour la sécurité des enfants et des jeunes accueillis ?

Notre demande

Création d'un fonds infrastructures pour les EDD



DÉBAT DE FOND À MENER

Respect de l'Art.78 du Décret Mission de l'Enseignement

La première mission imposée aux EDD par Décret est le développement intellectuel des enfants, notamment par l'accompagnement aux apprentissages, à sa scolarité et par l'aide aux devoirs et aux travaux à domicile.

Les EDD sont donc confrontées quotidiennement aux travaux à domicile des enfants et des jeunes de primaire et de secondaire.

Les travaux à domicile pour les enfants de l'enseignement primaire sont régulés par **Décret (Art. 78 du Décret Mission de l'Enseignement explicité par la Circulaire n° 108)**. Ce Décret précise que :

- L' enfant doit pouvoir les réaliser seul ;
- L' enseignant doit s'assurer que l'enfant a des référents à sa disposition ;
- Le devoir est un prolongement des apprentissages, pas de nouvelles matières ;
- Le devoir est adapté au niveau de l'enfant ;
- Il ne doit pas y avoir de devoirs en 1ère et 2ème année (à l'exception de l'entraînement à la lecture). En 3ème et 4ème primaire, ils doivent durer maximum 20 minutes et maximum 30 minutes en 5ème et 6ème année ;
- L' évaluation des devoirs doit être uniquement formative ;
- Le devoir doit être donné dans un délai raisonnable.

Constats et réalité du terrain

- 50% des enfants observés ont plus d'une demi-heure de devoirs³. Plus de 60% des enfants observés en 3ème et 4ème avaient plus d'une demi-heure de devoirs. En 5ème et 6ème, les enfants avaient plus d'une demi-heure de devoirs dont près de 30% passent une heure à plus d'une heure à faire leurs devoirs.
- La Belgique est l'un des pays signataire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant dont l'article 31 dit que :

« Les Etats parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

Les Etats parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et d'activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité »

Or, l'école n'est pas organisée de manière à valoriser le temps libre des enfants (rythmes, devoirs, ...) et néglige celui qui existe en son sein (temps de midi et d'accueil, ...).

Nous affirmons que l'article 31 est un droit essentiel pour le développement global de l'enfant car **le temps libre** doit être un moment où l'enfant a l'occasion de se détendre et de ne rien faire, tout comme il permet de participer à des activités de loisirs, sportives ou culturelles. Il enrichit l'enfant et lui permet de nouvelles capacités d'actions individuelles ou collectives.

LE TEMPS LIBRE participe de l'apprentissage de la socialisation, de la découverte de l'autre, de la construction d'une citoyenneté. Il est aussi l'occasion de penser le monde autrement.



Enjeux et questions à venir

- Comment respecter l'article 31 des Droits de l'Enfant avec une telle pression de la part de l'école ?
- Les travaux à domicile sont-ils la seule source d'apprentissage pour les enfants et les jeunes ?

Notre demande

- Garantir le respect de la réglementation relative aux travaux à domicile, et l'étendre jusqu'à 18 ans, afin de tendre vers le respect de l'Art. 31 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant tout au long de la scolarité obligatoire

3. En 2017-2018, 25 EDD différentes ont observé les devoirs de 154 enfants durant une semaine (38 enfants de 1ère et 2ème année, 52 de 3ème et 4ème année et 64 enfants de 5ème et 6ème année).

Le rôle des Écoles de Devoirs dans notre société

Depuis 2004, un large rôle d'accompagnement des jeunes a été reconnu aux Écoles de Devoirs par Décret, leur attribuant missions, cadre, moyens, partenaires, etc. Ce rôle est essentiel et préventif au cœur d'une société où les inégalités se développent toujours plus.

Les obstacles au quotidien et la demande croissante à nos portes

Depuis la reconnaissance de notre secteur, nous constatons un sentiment d'insatisfaction général et d'incertitude dans nos EDD : manques de moyens, de matériel, de personnel, de soutien. Ces constats vont de pair avec une demande croissante à nos portes.

La reconnaissance officielle, plus que valorisante, du secteur nous donne du crédit face à notre public, nos partenaires et les intervenants du monde de l'enfance et de la jeunesse.

Mais quels moyens nous sont-ils octroyés? Quelle possibilité pour nous d'accompagner des jeunes en situation de pauvreté, quand nos propres structures sont en situation de précarité ?

Aujourd'hui, ce n'est plus possible !

Nos EDD manquent de personnel, tout comme nos Coordinations régionales et la Fédération du secteur. Et le financement des quelques emplois existants ne tient pas compte du coût réel des travailleurs (ancienneté non-reconnue, obligation de puiser dans les subsides de fonctionnement). De plus, les réformes APE et ACS envisagées font craindre le pire pour le secteur.

Nous n'avons aucun subside pour le public 15-18 ans, pourtant cité dans le Décret, qui nécessite un accompagnement spécifique et pour lequel nous observons une demande croissante dans notre secteur.

Nous ne bénéficions d'aucun fonds infrastructures, mais nous sommes pourtant tenus aux obligations liées à l'accueil d'enfants.

Nous prôtons la professionnalisation de notre secteur sans que le gouvernement ne nous en donne réellement les moyens ! Or, nous pensons que cela est indispensable pour le bien-être des enfants.



Rendez-vous après les élections !

Nos engagements

Nous nous engageons à poursuivre le travail de collaboration développé jusqu'ici avec les politiques et les différents partenaires, à porter nos missions et mettre notre expertise au service de la société :

- par des recommandations des acteurs du secteur ou le relais de recommandations d'intervenants du monde de l'enfance et de la jeunesse, témoins quotidiens des inégalités qui existent, mais aussi des pas que chaque jeune fait pour une autre société ;
- par les démarches renforcées de dialogue entre le secteur et les politiques ;
- par la défense du secteur, dans l'opportunité, sociale et économique, qu'il représente pour notre société.

Nos interpellations

Nous demandons aux politiques des réponses à nos questions :

- Qu'en est-il des choix posés pour définir l'action soutenue par des fonds de l'État ?
- Quelle priorité donnez-vous aux jeunes de notre société ?
- Comment développer nos missions avec un subside moyen de 7.500 euros par an pour l'accueil quotidien de 20 enfants (en ce compris la location du bâtiment, le personnel d'encadrement, le matériel d'accompagnement, etc.) ?
- Comment bâtir demain si l'on ne sait même pas de quoi aujourd'hui sera fait ?

Nos revendications

Face aux incertitudes grandissantes de notre secteur et face à la demande croissante que nous rencontrons, nous revendiquons des politiques responsables qui investissent réellement dans la jeunesse, par un soutien engagé des associations et secteurs qui accompagnent les jeunes !

Nous vous demandons, à vous politiciens d'aujourd'hui et de demain, de prendre vos responsabilités. Soyez cohérents par rapport à notre secteur reconnu par Décret et octroyez-lui les moyens nécessaires aux missions qu'il remplit auprès des jeunes !

**Nous revendiquons pour le secteur des EDD :
des politiques responsables
et des moyens acceptables !**

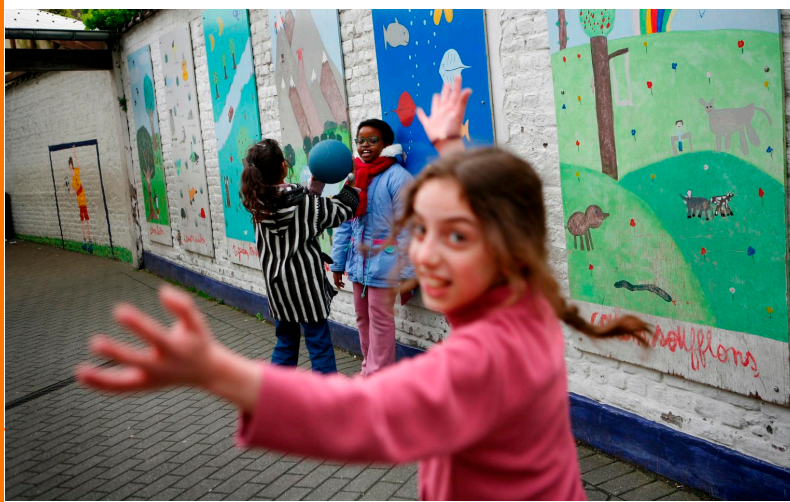
EDD... MILLE LIEUX DE VIE

"Un jour, tu partiras, fort de tes expériences et de tes découvertes, le sac à dos rempli de citoyenneté, de respect et de tolérance. Les petites graines d'affection et de confiance que nous aurons semées ensemble auront bien grandi en toi et seront là pour t'aider quand le doute, la tristesse ou la colère envahiront ton esprit sur le chemin. Avec tout ce que tu auras construit, je sais que tu seras prêt à affronter la vie. Je me souviens du jour où tu es arrivé dans l'École de Devoirs du quartier. Tu n'en menais pas large, avec tous ces problèmes qui saccageaient ton p'tit cœur.

Alors toi et moi, nous avons décidé de chasser tous tes soucis. A l'école, c'était pas trop la joie, à la maison non plus. Nous avons beaucoup parlé avec les profs et tes parents. Pour te remonter le moral, nous avons fait plein de choses avec les copains, après l'école. Les crayons de couleurs et pinceaux t'ont permis de parler de ta douleur, le sport t'a fait redécouvrir le plaisir de jouer. Petit à petit, tu as retrouvé confiance en toi. Quand une fête de quartier ou un spectacle se prépare, tu donnes le meilleur de toi-même pour que ce soit une réussite... A l'école, tu t'en sors de mieux en mieux. Du coup, les profs et tes parents sont moins inquiets et rassurés !!!

Tu sais, depuis que je suis animateur, j'ai vu passer beaucoup d'enfants qui avaient plein d'ennuis, comme toi. Petit à petit, chacun d'entre eux a trouvé comment surmonter ses difficultés, à sa manière... Tous les enfants sont différents et c'est ça qui fait la richesse de mon métier... Je ne me lasse pas de vous voir progresser au fil du temps que nous passons ensemble. A chaque enfant qui retrouve la joie de vivre, c'est un combat que je gagne contre les inégalités que notre société s'obstine à reproduire. Parce que tu vois, notre société n'est vraiment pas équitable... Il ne faut jamais l'oublier. Ce que j'essaie de te transmettre, à toi et aux autres, au travers des activités que nous vivons chaque jour, c'est l'envie d'améliorer notre société en la rendant plus juste, plus tolérante."

Introduction du livre ***Destin d'Enfants : le travail en Écoles de Devoirs***, de V. Vandersmissen (textes) et C. Smets (Photos), co-édité par La Boîte à Images et la FFEDD, 2010.



CRÉDITS PHOTOS :
- Christophe Smets (La Boîte À Images asbl)
- Archives de la FFEDD

Document lié au mémorandum du Secteur des Écoles de Devoirs
publié en vue des élections du 26 mai 2019

